GILLES MURAT SPOLIE DE SON HABITATION PRINCIPALE APRES AVOIR ETE RECONNU PUIS PARADOXALEMENT SPOLIE DE SON INVENTION PAR LE MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DES FINANCES ET AEROSPATIALE (EADS, AIRBUS)

Posted on 14 October 2011 by gillesmurat

ESPIONNAGE INDUSTRIEL CONSPIRATION INTERNATIONALE

1er août 2001, La Commission Européenne de la Justice par Monsieur Antonio Vitorino espérait que la France m'indemnise de mes préjudices moraux et matériels concernant mon invention TIM-STAR reconnue unique au monde par la France et me communique le contrat intégral SMAC preuve de détournements de fonds publics et de faux en écriture publique et d'escroquerie à innovation et d'escroquerie en propriété intellectuelle

Renseignements Généraux et un Conseil évoquaient que l'affaire SMAC relevait d'un système de « **pompe à fric** » de « **sociétés écrans ou fictives** »

L'Elysée par le Président de la République doit savoir qui retarde le dénouement du complot institutionnel me concernant, ainsi que de nombreux ministres et députés

Gilles Murat spolié de son habitation principale après avoir été reconnu puis paradoxalement spolié de son invention TIM-STAR (déclarée unique au monde par Monsieur Yvon Corvez de Matra) par le Ministère de l'Industrie et des Finances et Aérospatiale (Eads, Airbus, Ariane-Espace) avec la contribution du Ministère de la Justice, Tribunal de Grande Instance Lyon

SPOILIATION INVENTION

novembre 2001, Guy Moyses et Laurent Franck journalistes de la Revue M-Lyon relatait l'affaire de Gilles Murat « Comment le vol d'une invention devient une affaire politico financière » ainsi que Radio-Espace

Ce document est en possession depuis 2001, du pouvoir politique et de Madame Christiane Taubira Ministre de la Justice, Tribunaux et Journalistes et valide que l'Etat ignore lorsqu'il y a criminalité économique et financière que signifie les mots

« entrepreneur » « travail » « savoir-faire » « honnêteté intellectuelle et morale »

TEMOIGNAGE SITES INTERNET

INVENTION TIM-STAR <http://sife.pagesperso-orange.fr/affairemurat.htm>
<https://gillesmurat.wordpress.com/>

DOSSIER HABITATION <http://dpmr.wordpress.com>

INVENTION & HABITATION

<https://francespo.wordpress.com>

<http://www.facebook.com/gilleslm>

[http://www.dailymotion.com/video/xprjut_gilles-murat-spoliations-](http://www.dailymotion.com/video/xprjut_gilles-murat-spoliations-bercy_news)

[bercy_news http://fr-fr.facebook.com/people/Gilles-](http://fr-fr.facebook.com/people/Gilles-Murat/100003331622935)

[Murat/100003331622935https://www.facebook.com/gilles.murat.9](https://www.facebook.com/gilles.murat.9)

RECONNAISSANCE INVENTION & COMPETENCES INDUSTRIELLES

11 mars 1988, Ministère de la Défense Nationale (DGA)

1994, Ministère de l'Industrie (ANVAR)

1994, Ministère de la Culture

24 octobre 1994, Ministère de l'Industrie (MESR)

18 janvier 1995, Ministère de l'Industrie

1995, Aérospatiale et Matra

1995, Médaille d'Argent, <http://www.sliai.com/palmares/palmares1995.pdf>

**1995, Insavalor, Business-Plan : Revenu net : 5.000.000 Euros / an
Peugeot-Citroen, Renault, et autres entreprises, Editeurs de Logiciels**

Messieurs Gérard Guilbert d'Aéropstiale Matra CCR AIT technical Manager et Jacques Chirac Président de la République m'informent en mars 2000 de 22 projets européens impliquant 120 sociétés à partir de mon invention unique au monde ou Mécano Informatique TIMSTAR qui est disponible et reconnue au 24 octobre 1994 par les services du Ministère de l'Industrie

VERROU DE BERCY “

13 Décembre 2013, Médiapart (Mr Fabrice Arfi)

Engagement de Madame Christiane Taubira

« Si Bercy (Ministère de l'Economie et des Finances) **fait entrave à**

la manifestation de la vérité et conséquemment entrave à enquête pénale,

le Ministère de la Justice intervient » ... Bercy, placé sous l'autorité l'Elysée, Matignon,

Ministère de la Justice dissimule le contrat SMAC depuis les aveux d'escroquerie à

innovation pour TIM-STAR par l'état au 5 avril 1996 et depuis le 6 mai ou 5 juillet 2012,

malgré les écrits de Monsieur F. Hollande

Le Ministère de la Justice cautionne depuis 1997 des faux en écriture publique, actes criminels passible de quinze ans d'emprisonnement ...

CORRUPTION EXECUTIF & JUDICIAIRE

RECONNAISSANCE SPOILIATION INVENTION TIM-STAR

5 Avril 1996, Messieurs Hubert Galinat pour le Ministère de l'Industrie

et Georges Vovk pour le compte d'Aérospatiale

1997, Madame Pitance Juge Rapporteur au Tribunal de Commerce Lyon

1998, Loïc Bourgeois, juriste de la Ligue des Droits de l'Homme

Monsieur Jérôme Maleski, assistant de Martine Roure Députée Européenne Monsieur Antonio Vitorino, Commissaire Européen de la Justice

Novembre 2001, Guy Moyses et Laurent Franck journalistes de M-Lyon

22 juillet 2002, Pierre Guillard Magistrat, Tribunal Administratif Lyon

« l'Etat vous doit : Provision de 1.000.000 Euros, contrat Intégral SMAC »

Reconnu par le Tribunal Administratif de Lyon, je suis indubitablement

reconnu depuis juillet 2002 par le Tribunal de Grande Instance de Lyon ...

2005, Presse Télévisée Lyonnaise TLM, de fait reconnu par le TGI de Lyon

23 février 2012,

Candidat François Hollande à Gilles Murat Inventeur

Dès ma nomination le 6 mai 2012, Monsieur Murat vous pouvez compter sur moi pour mettre fin à la corruption et les spoliations en France et pour restaurer la démocratie vous serez rapidement réhabilité dans vos droits

SPOLIATION HABITATION PRINCIPALE

Monsieur Le Procureur de la République Marc Cimamonti m'informe que l'Etat me doit la restitution de ma maison dont je suis exproprié illégalement par des magistrats et greffiers corrompus et le Préfet Jacques Gérard .../...

COMMISSION ROGATOIRE A LYON

1999, sur ordres du Ministère de la Justice, Monsieur Stéphane Noël **refuse** de me communiquer le contrat intégral SMAC **tout en reconnaissant la corruption**

judiciaire et cependant intervient auprès de Monsieur Poisson

Monsieur Lionel Jospin est favorable à la communication du contrat

Messieurs Stéphane Noël Juge d'instruction et Lionel Jospin seraient en fait tributaire d'un système et anti-constitutionnel le « verrou de Bercy »

Monsieur Stéphane Noël victime de pressions d'Etat devait se récuser **Selon la loi du 5 juillet 1972** : L'état est tenu de réparer les dommages causés par le fonctionnement défectueux (pouvoir exécutif corrompue et l'institution judiciaire tout particulièrement lyonnaise corrompue)

Extrait discours Assemblée Nationale en 1992,
Premier Ministre Monsieur Pierre Bérégovoy

**« Mais je voudrais être plus clair encore.
J'entends vider l'abcès de la corruption. J'ai demandé au garde des sceaux de pousser les feux de la justice et du châtement pour les coupables »**

Magistrat Monsieur Yves Charpenel « le faux témoignage arrête un procès » ce qui n'est pas respecté depuis le 9 juin 1998, par le Ministère de la Justice, magistrats et greffiers du Tribunal de Grande Instance de Lyon par abus de pouvoir et corruption active et passive

Fevrier 2015, Monsieur François Bayrou, Maire de Pau

« Un jugement obtenu par la Fraude est un jugement nul et non avenu »

Je suis dépossédé de mon habitation principale en tant que propriétaire exclusif par une chaîne judiciaire corrompue (magistrats, greffiers, avocats) et par le gouvernement par le préfet Jacquet Gérard, d'un appartement à Lyon et pavillon en tunisie et mon invention unique au monde TIM-STAR

Ces magistrats et greffiers sont des mercenaires au service exclusif

de la criminalité économique et financière et mettent en péril notre démocratie

Source Wikipédia : Une affaire politico financière est un arrangement illégal, à but lucratif, entre des personnalités politiques et des organisations ou entreprises. Il s'agit généralement de détournements de fonds publics, de commission occulte, de pots de vin ou d'emplois fictifs qui permettent de monnayer l'agrément d'un homme de pouvoir ou de financer de manière délictueuse un parti politique. Il s'agit de fraude et d'abus de biens sociaux

SMAC, une affaire politico financière, de détournements de fonds publics

Inventeur de la plus bibliothèque TIM-STAR, je suis spolié par le Ministère des Finances, Multinationales et Banques qui sont dans les paradis fiscaux

Un complot pour détourner des fonds avec la complicité du TGI de Lyon

29 mars 2012, Le Premier Ministre François Fillon auprès de la presse télévisée « Je suis le garant du bon fonctionnement de la justice » Comment se fait alors qu'après être spolié de mon invention je puisse être spolié par le gouvernement concernant mon habitation »

Dois-je en conclure que les courriers dont F. Fillon était le destinataire ne lui sont pas parvenus » Par contre François Baroin est intervenu mais cela le maintient de la corruption

30 Novembre 2011 : Gilles Murat interpelle Monsieur Dominique Perben Député, ancien Ministre de la Justice « Je réclame selon le décret qui porte votre nom et l'article 432 du Code Pénal votre diligente contribution pour que je puisse obtenir non exhaustivement la communication de deux procès verbaux, ainsi que l'intégralité du contrat Smac. Les pressions sur la justice et nos institutions sont inacceptables »

30 novembre 2011, Monsieur Dominique Perben m'indique sur Facebook, qu'il fera avancer son dossier. Ensuite un assistant parlementaire m'indique « Si vous obtenez les procès verbaux et le contrat intégral SMAC, vous obtenez indubitablement Monsieur Murat la restitution de votre habitation principale et indemnisation de vos préjudices »

6 janvier 2009 AFP, Jean Marc Ayrault, Assemblée Nationale.

Le Parti Socialiste défend une motion de censure pour dénoncer « l'inaction économique, menaces sur les libertés individuelles, dérive autoritaire »

**A cet effet, rappelons qu'Emmanuel Macron porte plainte pour Menaces
LES SERVICES FISCAUX AU SERVICE DE LA FRAUDE FISCALE
ET DE DETOURNEMENTS DE FONDS PUBLICS**

Patrick Lapaix et Emile Lecroc, Directeurs des Services Fiscaux m'indiquent « On sait tout sur vous, vous allez gagner » **et s'ils savaient tout sur moi, ils devaient tout savoir sur les protagonistes liés à l'affaire SMAC ...**

2003, Un procureur a pris l'initiative de stopper une extorsion de fond

Monsieur **Hervé Falciani**, lanceur d'Alerte, dénonce une mondialisation que justement Monsieur François Hollande s'est engagé à combattre, le fameux discours du Bourget du 22 janvier 2012 qui comme ses engagements devront être respectés

La Fraude fiscale française et corruption coûte 55 milliards d'euros par an à la France comme nous informe le journaliste Antoine Peillon par son ouvrage que l'évasion fiscale française s'élève à 600 milliards d'euros.